

M. Ingvar CARLSSON (Premier Ministre, Suède) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, les peuples d'Europe retrouvent leur espoir en l'avenir dans des conditions de paix, d'unité et de coopération.

Ce siècle a été un des chapitres les plus sombres dans l'histoire de l'Europe, chapitres de souffrances terribles, de destruction, suivis par plus de quatre décennies de tensions, divisions et discorde.

Or aujourd'hui, l'Europe respire librement.

Nous avons été témoins de changements, de réformes en Union soviétique, et nous sommes témoins du fait que les vieilles tensions entre les superpuissances militaires diminuent. Ensuite, l'année dernière, dans toute l'Europe de l'Est et dans l'Europe centrale, les peuples ont senti que la liberté devenait une possibilité réelle. Et ils ont saisi cette occasion historique. Les vieilles structures oppressives et inefficaces ont été remplacées par des systèmes qui permettent à chaque citoyen de dire son mot. Le véritable gagnant est la démocratie elle-même.

La révolution pacifique de 1989 a été couronnée par l'unification de l'Allemagne. Sa division artificielle est terminée et il y a de nouvelles possibilités pour notre continent. Le peuple allemand a retrouvé sa pleine souveraineté et sa liberté et nous nous réjouissons tous de cela.

De même, nous espérons qu'un jour les peuples d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie pourront atteindre ce même objectif. Le Gouvernement de la Suède appuie pleinement leur droit à l'autodétermination, conformément à la lettre et à l'esprit de l'Acte final d'Helsinki. Il est difficile d'envisager une Europe future dans des conditions de paix et de coopération sans la pleine participation de ces peuples.

Les représentants des Républiques baltes sont ici en tant qu'éminents visiteurs et nous espérons qu'ils pourront participer et être pleinement participants dans un proche avenir, après les négociations nécessaires.

La carte politique du continent doit être totalement redessinée. Nous ne sommes plus enfermés dans les griffes d'acier de la guerre froide. Toute l'Europe a été libérée de l'obsession des menaces et de la confrontation. C'est une source de joie pour nous tous - et les victoires ont été gagnées, les rêves sont devenus réalité.

Ce qui se passe en Europe, ces dernières années, est en fait une percée des idées de Jean Monnet, Willy Brandt et Olof Palme. Ils avaient une vision de l'Europe sans frontières, où le dialogue et la coopération remplaceraient la confrontation et le réarmement.

Maintenant, nous avons la possibilité de transformer ces visions en décisions politiques pratiques, et il n'y a pas de meilleur moyen que de le faire grâce à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Au nom du peuple et du gouvernement de la Suède, je voudrais dire que nous sommes pleinement engagés à respecter les objectifs et les aspirations de la Conférence. La Suède désire participer pleinement et activement, avec tous les autres pays d'Europe, à cette entreprise importante.

Et nous pensons qu'il est maintenant possible de créer un système de sécurité sur notre continent.

Nous voudrions voir un ordre où toutes les nations d'Europe seraient tellement intégrées qu'il serait impossible de voir une guerre éclater sur notre continent, ce qui vaut aujourd'hui pour les pays du Nord.

Nous voudrions aussi voir un système où les institutions et les mécanismes fonctionnent si bien que les conflits et les antagonismes pourraient être résolus avant de dégénérer en une confrontation violente.

La Suède est un pays non aligné en temps de paix et neutre en temps de guerre. Cette politique est appuyée par une défense assez vigoureuse et nous sommes persuadés que cela a contribué à la stabilité et au calme en Europe du Nord pendant toute la période d'après-guerre.

La politique de la Suède n'implique pas une neutralité idéologique. Nous ne sommes pas neutres entre démocratie et dictature, ni entre les règles du droit international et les crimes contre le droit international. Pas plus que notre politique ne nous empêche de coopérer avec les autres Etats.

Grâce aux développements positifs en Europe, les conditions pour que la Suède devienne membre des Communautés européennes ont changées. Notre gouvernement a récemment déclaré qu'il avait l'ambition de devenir membre des Communautés tout en maintenant notre politique de neutralité.

Je puis aussi vous dire aujourd'hui que la Suède désire participer activement et ne ménage aucun effort pour parvenir à une nouvelle ère de sécurité, de paix et de coopération en Europe.

Cette Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe constitue un excellent cadre de coopération que nous désirons instituer. Tous les Etats, grands et petits, peuvent faire entendre leur voix. Dans ce forum, nous pouvons tous participer à la mise en oeuvre des destins futurs de notre continent.

Lorsque l'Acte final a été signé à Helsinki, il y a quinze ans, l'Europe était profondément divisée - politiquement, idéologiquement, ainsi qu'économiquement. Le document était le résultat d'un équilibre très prudent. D'une part, des efforts étaient déployés pour renforcer la sécurité et pour confirmer le statu quo politique. D'autre part, il y avait une ambition de promouvoir le changement et la réforme, en particulier en renforçant les droits de l'homme.

Avec le temps, cette dimension humaine, ces idées démocratiques ont acquis un contenu politique qui a permis de vaincre toute résistance à la réforme et la justice. Les idées de 1975 ont inspiré la révolution pacifique de 1989. Une fois de plus, il a été prouvé que les rêves et les aspirations des citoyens et la volonté des peuples sont des forces qui, en fin de compte, ne peuvent être retenues.

A cette réunion à Paris, je pense que nous pourrions identifier de nouveaux domaines de coopération.

Tout d'abord, nous devons promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales sur la base de la démocratie et de l'Etat de droit. La démocratie doit être la seule forme de gouvernement pour nos Etats, et le Conseil de l'Europe jouera un rôle encore plus important.

La liberté économique ne peut être source de progrès si elle n'est pas liée à une justice sociale assurant justice et participation. Lutter contre le chômage, lutter pour résoudre tous ces problèmes sociaux doivent permettre de renforcer la paix et la sécurité.

Nous devrions renforcer notre soutien aux changements démocratiques en Europe centrale et orientale en facilitant les réformes économiques et le progrès social. Une manière importante d'agir est d'engager davantage la recherche scientifique et technique dans la coopération paneuropéenne.

Nous devons renforcer la coopération en matière d'environnement. Empêcher des désastres écologiques qui, justement, menacent de grandes régions de notre continent, mais les problèmes de l'environnement ne peuvent être résolus dans le cadre de frontières nationales. En effet, il est nécessaire d'assurer une véritable coopération paneuropéenne et l'Agence européenne de l'environnement est un cadre tout à fait adapté.

Nous devons aussi résoudre le problème des minorités ethniques sur notre continent. Si nous ne trouvons pas de moyens efficaces pour résoudre ces problèmes, nous risquons de les voir devenir des facteurs de déstabilisation de la sécurité en Europe dans les années à venir.

Nous devrions intensifier nos efforts pour trouver une manière commune de résoudre les problèmes des mouvements migratoires. Car, effectivement, cela sera un défi très important pour nous tous. Cette question devrait être résolue d'une façon généreuse et dans un esprit d'ouverture.

Je pense que nous devons essayer de parvenir à un désarmement réel en Europe. Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe, qui a été signé aujourd'hui, a une importance historique, aussi bien par sa portée que par sa substance, mais nous savons qu'il existe sur ce continent beaucoup plus de forces conventionnelles que nécessaire pour une défense crédible et qu'il serait nécessaire de résoudre le problème des armes nucléaires de courte

portée qui resteront sur le sol européen. Les négociations portant sur des niveaux d'armements encore plus bas devraient aussi continuer et devraient être ouvertes aux trente-quatre Etats participants. Nous sommes heureux de voir un accord sur ce point.

Nous devons essayer de rechercher de nouvelles mesures de confiance et de sécurité. Toutes les mesures qui ont fait l'objet d'un accord avant cette Réunion renforceront encore davantage la transparence et l'ouverture en matière militaire. Elles contribueront fortement à préserver la stabilité militaire.

Nous pouvons commencer à bâtir un nouvel ordre de sécurité pour tous les Etats participant à la Conférence. Nos nations ne vivent plus dans l'ombre des menaces militaires, de la méfiance et de la tension. Grâce à un nouveau système de consultations politiques, nous pouvons maintenant créer des formes uniques de coopération entre nos Etats.

Malgré tous ces efforts communs, des problèmes graves pourraient néanmoins survenir. Une crise politique peut échapper au contrôle et dégénérer en conflagration militaire.

Mais nous avons maintenant les moyens de réduire de tels risques. Le système de prévention des conflits qui a été proposé doit nous permettre de faire face à ces situations de tension. Et ce système doit être rapide et précis dans sa mise en oeuvre car il ne dépend pas d'une procédure de consensus. Un seul Etat peut enclencher le mécanisme en cas d'activité militaire inhabituelle, si cet Etat estime que cela crée certaines menaces pour sa sécurité, et, à son tour, cela permet un certain temps aux fins de consultation et de réflexion. Cela permet de réfléchir quelque peu à la situation et la crise peut être résolue par des moyens pacifiques.

Les peuples d'Europe sont impliqués activement dans une recherche conjointe de sécurité et de coopération accrues. Cette Réunion à Paris est le symbole de ces efforts. Mais, en tant qu'êtres humains, nous ne pouvons jamais oublier les problèmes globaux qui menacent l'existence même de millions et de millions de citoyens sur les autres continents et leurs perspectives de vie dans des conditions de dignité.

M. Carlsson

Récemment, il nous a été rappelé que la sécurité et le développement dans une région - l'Europe - peuvent être gravement touchés par un conflit survenu dans une autre région - et je pense à l'invasion du Koweït par l'Irak.

Aux Nations Unies, nous disposons d'une institution unique permettant de promouvoir la paix et la sécurité internationales, ainsi que le bien-être social et la prospérité économique. Les travaux de l'Organisation relatifs à la résolution des conflits ont été à l'origine de grands espoirs. Son système est crucial pour défendre les droits des personnes et des Etats. L'Europe doit continuer à appuyer pleinement les Nations Unies dans ces efforts.

Nous vivons tous des vies différentes mais, en ce qui concerne les normes matérielles, la santé de nos enfants, les systèmes d'éducation, les services sociaux, la qualité de la vie, les peuples d'Europe sont plus privilégiés que la plupart des autres nations du monde.

Nous avons besoin d'attaquer de façon globale la pauvreté. Nous devons sauver la vie de milliers d'enfants qui meurent tous les jours de maladie, de famine et de malnutrition, et nous devons éviter une confrontation globale future entre les pays en voie de développement et les pays industriels plus riches.

Le nouveau climat de coopération rend tout cela possible. En travaillant ensemble, nous en Europe, pouvons justement montrer que nos valeurs de justice et de solidarité ne s'appliquent pas seulement à nos propres pays ou à notre propre continent.

Je crois que nous disposons d'une chance tout à fait unique. Justement au moment où les dépenses d'armements militaires peuvent commencer à diminuer, il serait possible d'utiliser une partie substantielle de ces économies pour promouvoir le développement des pays les plus pauvres. C'est une question de solidarité, mais c'est aussi un problème qui concerne la sécurité commune et globale. Je vous remercie, Monsieur le Président.